



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/41/206
S/17907

11 mars 1986

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante et unième session
Points 39, 127 et 136 de la
liste préliminaire*

**QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET
DE LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST
REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS
ENTRE ETATS**

**DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU
BON VOISINAGE ENTRE ETATS**

CONSEIL DE SECURITE

Quarante et unième année

Lettre datée du 11 mars 1986, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent par intérim du Viet Nam auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du mémorandum du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam concernant la politique hostile de la Chine vis-à-vis du Viet Nam, publié à Hanoi le 10 mars 1986.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 39, 127 et 136 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent par
intérim,

(Signé) BUI XUAN NHAT

* A/41/50/Rev.1.

ANNEXE

Mémoire du Ministère des affaires étrangères de la République
socialiste du Viet Nam concernant la politique hostile de la
Chine vis-à-vis du Viet Nam, publié à Hanoi le 10 mars 1986

Le 12 février 1986, les autorités chinoises ont publié, à l'Organisation des Nations Unies, un mémorandum reprenant les arguments qu'ils ont coutume d'invoquer pour justifier leur politique hostile et agressive à l'égard du Viet Nam, une politique dont le but est de susciter un affrontement entre le Viet Nam et les Etats de l'ANASE, de saper la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est et de promouvoir les ambitions hégémoniques de la Chine dans la région. Néanmoins, le Gouvernement chinois ne peut nier le caractère criminel de son comportement.

1) Les autorités chinoises soutiennent que la détérioration des relations sino-vietnamiennes est due à "l'agression vietnamienne contre le Kampuchea et aux provocations dont est victime la Chine". La vérité est que dès le début des années 70, la Chine a tiré parti de la guerre de résistance menée par le peuple vietnamien pour se mettre de connivence avec les Etats-Unis, négocier avec ces derniers au détriment de ce peuple, et conclure avec eux un accord sur une formule qui était censée les aider à évacuer le pays tout en maintenant un régime fantoche au Sud-Viet Nam, pour obtenir en échange le retrait des forces américaines de Taiwan. En janvier 1974, avec le consentement des Etats-Unis, la Chine s'est emparée de l'archipel de Hoang Sa (Paracels) contrôlé à l'époque par les forces fantoches de Saïgon. En outre, elle a mené, en 1974, 174 actes de provocation armée le long de la frontière séparant les deux pays.

La victoire totale remportée par la révolution vietnamienne en 1975 a fait échouer le processus de négociation entre la Chine et les Etats-Unis. De 1975 à 1978, la Chine a, d'une part, intensifié ses pressions militaires et ses actes de provocation le long de la frontière Nord du Viet Nam (on a ainsi enregistré 294 incidents en 1975, 812 en 1976, 873 en 1977 et 2 175 en 1978) et, de l'autre, s'est appuyée, dès la libération du Sud, le long de la frontière sud-ouest, sur la clique inféodée de Pol Pot, pour faire du Kampuchea la base de départ de ses attaques contre le Viet Nam. Cette stratégie à double front ayant été mise en échec le 17 février 1979, les autorités chinoises ont déployé une armée de 600 000 hommes, déclenchant contre le Viet Nam une guerre d'agression patente de vaste portée. Depuis lors, elles mènent contre lui une guerre multiforme de sabotage dont l'objectif criminel est de saper ses efforts visant à reconstruire le pays dans la paix. La Chine maintient constamment d'importantes forces militaires (15 à 20 divisions) à proximité de la frontière sino-vietnamienne, se livrant à des milliers d'actes de provocation armée, soumettant régulièrement de nombreuses zones situées dans les six provinces les plus au nord du pays à des bombardements intenses et destructeurs et commettant de nombreuses violations du territoire vietnamien, dont la plus grave a eu lieu en avril 1984 dans les hauteurs de la région de Vi Xuyen (province de Ha Tuyen). En 1985, la partie chinoise a tiré près d'un million d'obus sur les quelque dix kilomètres carrés qui constituent la zone de Vi Xuyen. Depuis le début de 1986, le pilonnage se poursuit sans relâche; même durant les festivités du Tet (Nouvel An), les autorités chinoises n'ont pas laissé la population vietnamienne vivant dans les régions frontalières célébrer la

nouvelle année dans la joie et la paix. Qui pis est, en 1985, elles ont sciemment choisi une période d'inondations pour déposer des milliers de mines dans des cours d'eau coulant de Chine vers le Viet Nam. Ces actes criminels du Gouvernement chinois ont causé à la population des six provinces septentrionales du Viet Nam de lourdes pertes humaines et matérielles.

2) Le peuple vietnamien, qui a livré pendant 30 ans une guerre acharnée contre l'agression impérialiste, attache une grande importance à la paix et ne provoquerait jamais, de sa propre initiative, une nouvelle guerre, en particulier contre la Chine, une grande nation et un voisin direct. Durant ces dernières années, tout en s'opposant à la politique hostile suivie par le Gouvernement chinois, les autorités vietnamiennes ont constamment montré leur bonne volonté en présentant à plusieurs reprises des propositions concrètes destinées à atténuer la tension le long de la frontière entre les deux pays et, partant, à faciliter la normalisation de leurs relations.

Dès l'ouverture de la première série de pourparlers entre les deux pays, à Hanoi en avril 1979, la partie vietnamienne a soumis une proposition en trois points : le premier énonçait des mesures urgentes visant à assurer la paix et la stabilité dans les régions frontalières des deux pays et consistant notamment à éviter toute concentration de troupes à proximité de la frontière, à désengager les forces armées des deux parties, à mettre fin à tous les actes de provocation et aux activités hostiles sous toutes leurs formes, à établir une zone démilitarisée et à constituer une commission mixte chargée de superviser et de contrôler l'application de ces mesures. Par la suite, le Viet Nam a présenté un projet d'accord aux termes duquel les deux parties s'engageraient à ne pas déclencher les hostilités sur terre, dans les airs ou en mer. Comme elle l'a fait en 1980 à l'occasion des fêtes traditionnelles du Nouvel An qui sont communes aux deux peuples, et en 1982, lors de leurs fêtes nationales respectives, la partie vietnamienne prend régulièrement l'initiative de proposer à la Chine une cessation de toutes les hostilités entre les deux parties durant la période qui précède et qui suit ces fêtes afin de permettre à la population des régions frontalières de les célébrer dans la paix, et de préparer le terrain à une atténuation des tensions le long de la frontière entre les deux pays. Il est cependant regrettable que la partie chinoise maintienne sa position évasive à l'égard de ces propositions constructives et raisonnables du Viet Nam, sous le prétexte fallacieux que les tensions s'atténueraient à la frontière si la partie vietnamienne cessait ses provocations armées à l'encontre de la Chine. Si tel était le cas, cependant, pourquoi la partie chinoise ne veut-elle pas engager des pourparlers et conclure un accord avec la partie vietnamienne sur des mesures efficaces qui permettraient de surveiller les actions des deux parties? Pourquoi ne présente-t-elle pas de propositions concrètes à la partie vietnamienne, au lieu de l'accuser constamment? Là encore, la partie chinoise prétend que le climat politique n'est pas propice pour engager des négociations entre les deux pays, et qu'il ne sera pas possible de négocier une normalisation des relations entre le Viet Nam et la Chine tant que le problème du Kampuchea ne sera pas résolu. Tout le monde sait que Taiwan reste un point de désaccord entre les Etats-Unis et la Chine, et un obstacle du point de vue de la Chine, ce qui n'empêche pas les deux pays de mener des pourparlers depuis 1955. Bien que le

problème de Taiwan ne soit toujours pas résolu, la Chine essaie d'améliorer ses relations avec les Etats-Unis. Tout cela montre bien le caractère parfaitement fallacieux des arguments chinois qui visent à masquer les nouvelles visées et actions criminelles de la Chine à l'encontre du Viet Nam.

En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, si la Chine souhaite réellement promouvoir la paix et améliorer ses relations avec les pays voisins, qu'elle renonce immédiatement à sa politique hostile et agressive à l'égard du Viet Nam et entame des pourparlers avec lui pour résoudre les problèmes en suspens dans leurs relations mutuelles, concernant avant tout les moyens de garantir la tranquillité le long de la frontière commune, ce qui permettrait de créer un climat favorable à la normalisation des relations entre les deux pays. Le Viet Nam est prêt à examiner toutes les propositions concrètes de la partie chinoise, en les considérant comme une base de discussion. Par ailleurs, il accueillera favorablement toute initiative prise par d'autres pays dans le but de contribuer à atténuer les tensions le long de la frontière sino-vietnamienne.

3) Depuis sept ans, les autorités chinoises se réfèrent constamment à la prétendue "question du Kampuchea" pour justifier leur politique d'hégémonie et d'expansion. Elle leur sert de prétexte principal pour se liquer avec les forces impérialistes et réactionnaires afin de combattre la révolution dans les trois pays d'Indochine, et pour perpétuer les antagonismes en Asie du Sud-Est, en dressant les pays de l'ANASE contre les pays d'Indochine et en soutenant les vestiges des forces de Pol Pot pour essayer de rétablir le régime génocide au Kampuchea.

Pour justifier leur position à l'encontre du peuple kampuchéen, les autorités chinoises affirment sans cesse que la Chine n'a aucune visée sur le Kampuchea, qu'elles ne sont pas opposées à un dialogue visant à trouver une solution politique au problème et qu'elles souhaitent régler de manière équitable et rationnelle la question du Kampuchea. Si tel est le cas, pourquoi la Chine persiste-t-elle à maintenir la clique génocide de Pol Pot et à l'encourager à s'opposer au Viet Nam, malgré les appels pressants pour son éviction. Pourquoi refuse-t-elle de souscrire à toute proposition des trois pays d'Indochine concernant l'ouverture d'un dialogue entre ces pays et ceux de l'ANASE et fait-elle obstacle aux contacts entrepris par les Kampuchéens en vue d'une réconciliation nationale? Beijing a l'habitude d'affirmer que pour parvenir à un règlement de la question du Kampuchea, il faut que le Viet Nam s'engage publiquement à retirer toutes ses forces de ce pays et que cet engagement soit traduit en actes. Mais après que le Viet Nam eut déclaré qu'il retirerait toutes ses troupes du Kampuchea en 1990 et qu'il eut même laissé entendre que ce retrait pourrait intervenir avant cette date, dans le cadre d'une solution politique, les autorités de Beijing ont changé de ton, exigeant du Viet Nam "un retrait immédiat et inconditionnel", tout en s'arrogeant le droit de continuer à soutenir la clique génocide de Pol Pot, s'opposant ainsi à la renaissance du peuple kampuchéen, mettant en danger la sécurité du Viet Nam et perpétuant l'instabilité en Asie du Sud-Est.

Grâce à la bonne volonté manifestée par les trois pays d'Indochine, la tendance au dialogue s'accroît dans la région; plusieurs pays de l'ANASE oeuvrent actuellement pour qu'un dialogue s'instaure entre les deux groupes de pays. Le fait que le Viet Nam, en sa qualité de représentant des pays d'Indochine, et

l'Indonésie, en tant que représentant des pays de l'ANASE, ont organisé une réunion de groupe de travail, constitue un autre pas dans cette direction. Actuellement, seuls le Gouvernement chinois et la clique génocide de Pol Pot s'opposent encore au dialogue.

Les actes des autorités de Beijing contredisent manifestement leurs paroles et vont à l'encontre de la volonté des pays de la région et du monde entier de voir s'instaurer un dialogue en vue d'une solution de la question du Kampuchea.

Le Viet Nam et la Chine sont deux pays voisins dont les peuples sont unis par une tradition d'amitié séculaire. Le Gouvernement et le peuple vietnamiens ont toujours attaché une grande valeur à cette amitié et n'ont épargné aucun effort pour que des relations normales soient rapidement rétablies entre les deux pays. La responsabilité de la détérioration des relations entre la Chine et le Viet Nam et de la tension qui règne en permanence le long de la frontière sino-vietnamienne incombe entièrement à la partie chinoise.
